

**Cours du 17.11.2022-** Le but de notre cours est de maîtriser la langue de spécialité juridique à l'aide de notions générales sur l'organisation, les professions, les activités du monde du Droit. Tout cela au niveau C1 du cadre Européen des Référence pour les Langues

## ➔ À quoi correspond le niveau C1 ?

C1 correspond à un niveau d'utilisateur expérimenté (niveau autonome).

Cela signifie que vous avez les capacités suivantes :

- Comprendre des textes longs et exigeants et saisir des significations implicites
- S'exprimer spontanément et couramment sans trop devoir chercher ses mots
- Utiliser la langue de façon efficace et souple dans la vie sociale, professionnelle ou académique
- S'exprimer sur des sujets complexes de façon claire et bien structurée et manifester son contrôle des outils linguistiques d'organisation, d'articulation et de cohésion du discours

# Cours du 17.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**

*La **voix impersonnelle** est fréquente dans le langage du droit.*

*Le pronom «il», sujet (il faut, il y a, il peut, il appartient à, il incombe à, il résulte de, etc.), permet de ne désigner personne et de viser tout le monde.*

*La **transformation impersonnelle**, qui consiste à commencer la phrase par le sujet «il» suivi du verbe au passif, est particulièrement utilisée (il est permis, il est délivré, etc.).*

**Complétez les textes ci-dessous à l'aide des verbes ou expressions verbales suivants, en utilisant la transformation impersonnelle : adjoindre, instituer, statuer, faire référence, allouer, déroger, établir.**

Il (1) \_\_\_\_\_ sur les deux demandes par un seul et même jugement (...) (C. civ., art. 318-2).

Il (2) \_\_\_\_\_ un procès-verbal des délibérations de chaque assemblée (art. 17, décret n° 67-223 du 17 mars 1967).

Lorsque, dans le présent traité, il (3) \_\_\_\_\_ au présent article pour l'adoption d'un acte, la procédure suivante est applicable : (...) (traité CE, art. 189 C).

Il (4) \_\_\_\_\_ aux conseillers prud'hommes salariés des vacances dont le taux horaire est fixé à 7 € (C. trav., art. D. 51-10-1).

Il (5) \_\_\_\_\_ à la Cour de justice un tribunal chargé de connaître en première instance de certaines catégories de recours, etc. (traité CE, art. 168 A).

Il (6) \_\_\_\_\_ un Comité économique et social, à caractère consultatif (traité CE, art. 193).

Il (7) \_\_\_\_\_ à la condition d'ancienneté, par décision du préfet, au profit des titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, etc. (C. trav., art. D. 811-24).

# Cours du 17.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**

La **voix impersonnelle** est fréquente dans le langage du droit. Le pronom «il», sujet (il faut, il y a, il peut, il appartient à, il incombe à, il résulte de, etc.), permet de ne désigner personne et de viser tout le monde.

La **transformation impersonnelle**, qui consiste à commencer la phrase par le sujet «il» suivi du verbe au passif, est particulièrement utilisée (il est permis, il est délivré, etc.).

Complétez les textes ci-dessous à l'aide des verbes ou expressions verbales suivants, en utilisant la transformation impersonnelle : *adjoindre, instituer, statuer, faire référence, allouer, déroger, établir*.

Il (1) \_\_\_\_\_ sur les deux demandes par un seul et même jugement (...) (C. civ., art. 318-2).

Il (2) \_\_\_\_\_ un procès-verbal des délibérations de chaque assemblée (art. 17, décret n° 67-223 du 17 mars 1967).

Lorsque, dans le présent traité, il (3) \_\_\_\_\_ au présent article pour l'adoption d'un acte, la procédure suivante est applicable : (...) (traité CE, art. 189 C).

Il (4) \_\_\_\_\_ aux conseillers prud'hommes salariés des vacations dont le taux horaire est fixé à 7 € (C. trav., art. D. 51-10-1).

Il (5) \_\_\_\_\_ à la Cour de justice un tribunal chargé de connaître en première instance de certaines catégories de recours, etc. (traité CE, art. 168 A).

Il (6) \_\_\_\_\_ un Comité économique et social, à caractère consultatif (traité CE, art. 193).

Il (7) \_\_\_\_\_ à la condition d'ancienneté, par décision du préfet, au profit des titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur, etc. (C. trav., art. D. 811-24).

## Solutions:

### 1. Comment dire

(1) est statué ; (2) est établi ; (3) est fait référence ; (4) est alloué ; (5) est adjoint ; (6) est institué ; (7) est dérogé.

## Cours du 17.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**

Recherchez le sens courant, puis le sens juridique, de chacun des mots suivants :

*siège, barreau, parquet, minute, produire, pièce, meuble, assiette.*

Puis faites une phrase avec chacun de ces mots, en les employant dans un sens juridique.

Utilisez un dictionnaire en ligne; pour le sens juridique vous pouvez utiliser:



<https://www.dictionnaire-juridique.com>

## Cours du 17.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE** **Rencontrer les professionnel du droit**

Essayez de décrire les professions suivantes: aidez vous avec les dictionnaires en ligne, pour le sens juridique:

<https://www.dictionnaire-juridique.com>

1. Les magistrats du siège
2. Les avocats
3. Les magistrats du Parquet
4. Les juristes d'entreprise
5. Les greffiers
6. Les huissiers
7. Les notaires



Cours du 17.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**  
**Rencontrer les professionnels du droit**

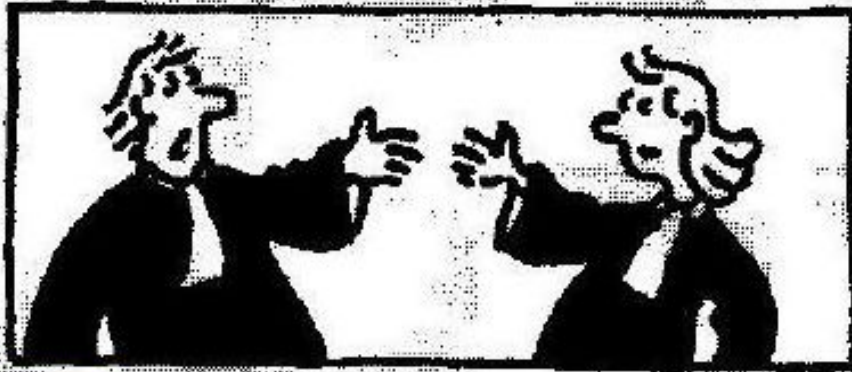
Nous jugeons. On dit que nous, *les juges*, appartenons à la *magistrature assise* parce que nous restons assis pendant les audiences. Pour garantir notre indépendance, nous sommes inamovibles, ce qui veut dire qu'on ne peut ni nous destituer de nos fonctions ni même nous déplacer.

1. *Les magistrats du siège*



Cours du 17.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**  
**Rencontrer les professionnels du droit**

Nous représentons et défendons nos  
clients devant les cours et tribunaux.  
Nous plaïdons.



2. Les avocats

Cours du 17.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**  
**Rencontrer les professionnels du droit**

On dit que nous appartenons à la *magistrature* *debout* parce que nous restons debout pendant les audiences. On nous appelle aussi les magistrats du *ministère public* ou du *parquet* ou encore les *procureurs de la République*. Notre rôle n'est pas de juger, mais de réclamer justice au nom de la société.

3. Les magistrats du parquet





Cours du 17.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**  
**Rencontrer les professionnels du droit**

Nous travaillons plutôt dans de grandes entreprises et sommes souvent spécialisés dans une branche du droit des affaires : fiscalité, assurances, brevets, contrats internationaux, etc.

**4. Les juristes d'entreprise**



Cours du 17.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**  
**Rencontrer les professionnels du droit**

Nous sommes chargés  
du secrétariat du tribu-  
nal. C'est nous qui déli-  
vrons certains actes,  
comme les copies des  
jugements, que nous  
appelons les « grosses ».



**5. Les greffiers**

## Cours du 17.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE** **Rencontrer les professionnel du droit**

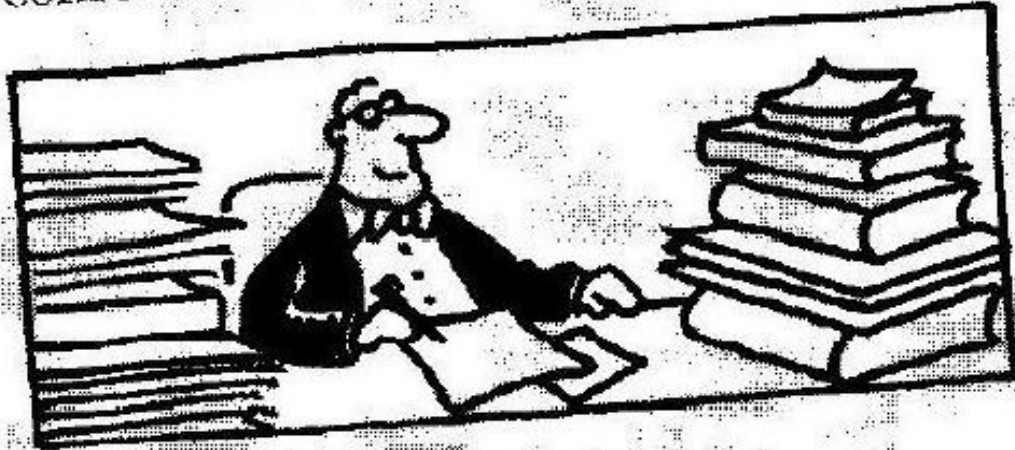
Nous sommes chargés des significations judiciaires et extra-judiciaires. Par exemple, c'est nous qui informons les particuliers qu'une action en justice est ouverte contre eux. Nous sommes aussi chargés de l'exécution forcée de certains actes publics, comme les jugements ou les actes notariés. Par exemple, nous devons parfois saisir des meubles chez un particulier.



### 6. *Les huissiers*

Cours du 17.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**  
**Rencontrer les professionnels du droit**

Nous rédigeons et authentifions certains  
actes juridiques, comme les contrats. Nous  
conseillons les particuliers.



7. Les notaires



# Cours du 17.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**

## **1. Comment dire**

*Certains termes ont un ou plusieurs sens spécifiques dans le domaine du droit : ce sont les termes juridiques. Le langage du droit est spécifique : il utilise le **vocabulaire juridique**.*

**Voici** ci-dessous des articles du Code civil français.

**Soulignez** les mots ou expressions qui, d'après vous, appartiennent au **vocabulaire juridique**.

**En** connaissez-vous le sens juridique ?

- 1. Art. 4.** Le juge qui refusera de juger, sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de l'insuffisance de la loi, pourra être poursuivi comme coupable de déni de justice.
- 2. Art. 1156.** On doit dans les conventions rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes, plutôt que de s'arrêter au sens littéral des termes.
- 3. Art. 1158.** Les termes susceptibles de deux sens doivent être pris dans le sens qui convient le plus à la matière du contrat.
- 4. Art. 1188.** Le débiteur ne peut plus réclamer le bénéfice du terme lorsqu'il a fait faillite, ou lorsque par son fait il a diminué les sûretés qu'il avait données par le contrat à son créancier.



# Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**

## 1. Comment dire

*Le vocabulaire juridique contient de nombreux **mots composés** qui ont en eux-mêmes un sens spécifique, différent des mots qui les composent.*

**Formez des mots composés en associant les mots de la colonne A à ceux de la colonne B.**

A		B
1. Belle-	<u>  e  </u>	a. en nature
2. Attentat	<u>      </u>	b. industrielle
3. Avantage	<u>      </u>	c. à la pudeur
4. Fonds	<u>      </u>	d. d'affaires
5. Entrée	<u>      </u>	e. mère
6. Chiffre	<u>      </u>	f. en vigueur
7. Contrat	<u>      </u>	g. en demeure
8. Propriété	<u>      </u>	h. de bail
9. Droit	<u>      </u>	i. au bail
10. Mise	<u>      </u>	j. de commerce

# Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**

## **1. Comment dire**

*Le vocabulaire juridique contient de nombreux **mots composés** qui ont en eux-mêmes un sens spécifique, différent des mots qui les composent.*

Formez des mots composés en associant les mots de la colonne A à ceux de la colonne B.

A		B
1. Belle-	<u>  e  </u>	a. en nature
2. Attentat	<u>      </u>	b. industrielle
3. Avantage	<u>      </u>	c. à la pudeur
4. Fonds	<u>      </u>	d. d'affaires
5. Entrée	<u>      </u>	e. mère
6. Chiffre	<u>      </u>	f. en vigueur
7. Contrat	<u>      </u>	g. en demeure
8. Propriété	<u>      </u>	h. de bail
9. Droit	<u>      </u>	i. au bail
10. Mise	<u>      </u>	j. de commerce

## **1. Comment dire**

1e; 2c; 3a; 4j; 5f; 6d; 7h; 8b; 9i; 10g.

## Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**

### **2. Découvrir l'essentiel**

**a. Complétez le texte ci-dessous à l'aide des mots suivants :**

*fonds de commerce, clientèle, nom, droit au bail, conservation, clients, brevet, matériel, corporelle, incorporelle, possède, posséder.*

**Les** éléments du fonds de commerce sont les uns de nature (1)\_\_\_\_\_ : le (2)\_\_\_\_\_, les marchandises ;

**les** autres, de nature (3)\_\_\_\_\_ : le (4)\_\_\_\_\_ et l'enseigne, le droit au bail, le (5)\_\_\_\_\_, la marque.

**Beaucoup** pensent que la (6)\_\_\_\_\_ est un élément du fonds de commerce et que c'en est même l'élément **essentiel**. Cette analyse est très critiquable.

**En** effet, on ne peut pas, à proprement parler, (7)\_\_\_\_\_ une clientèle. Le commerçant peut à tout moment **perdre** ses (8)\_\_\_\_\_, car ceux-ci ont toujours la possibilité d'acheter ailleurs. En fait, ce que (9)\_\_\_\_\_ le **commerçant**, ce sont des éléments qui lui permettent de maintenir, de développer, de céder sa clientèle.

**Il** est impossible de déterminer de façon générale quel est l'élément essentiel du fonds de commerce. Tout **dépend** du genre de commerce. Dans chaque cas, il faut découvrir quel est l'élément déterminant pour la (10)\_\_\_\_\_ de la clientèle. Par exemple, le (11)\_\_\_\_\_ peut être l'élément essentiel pour un magasin ayant **une** clientèle de quartier. Vendre cet élément revient à vendre le (12)\_\_\_\_\_ tout entier.

# Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**

## 2. Découvrir l'essentiel

a. (1) corporelle; (2) matériel; (3) incorporelle; (4) nom; (5) brevet;  
(6) clientèle; (7) posséder; (8) clients; (9) possède; (10) conservation;  
(11) droit au bail; (12) fonds de commerce.

Les éléments du fonds de commerce sont les uns de nature (1) \_\_\_\_\_ : le (2) \_\_\_\_\_, les marchandises;

les autres, de nature (3) \_\_\_\_\_ : le (4) \_\_\_\_\_ et l'enseigne, le droit au bail, le (5) \_\_\_\_\_, la marque.

Beaucoup pensent que la (6) \_\_\_\_\_ est un élément du fonds de commerce et que c'en est même l'élément essentiel. Cette analyse est très critiquable.

En effet, on ne peut pas, à proprement parler, (7) \_\_\_\_\_ une clientèle. Le commerçant peut à tout moment perdre ses (8) \_\_\_\_\_, car ceux-ci ont toujours la possibilité d'acheter ailleurs. En fait, ce que (9) \_\_\_\_\_ le commerçant, ce sont des éléments qui lui permettent de maintenir, de développer, de céder sa clientèle.

Il est impossible de déterminer de façon générale quel est l'élément essentiel du fonds de commerce. Tout dépend du genre de commerce. Dans chaque cas, il faut découvrir quel est l'élément déterminant pour la (10) \_\_\_\_\_ de la clientèle. Par exemple, le (11) \_\_\_\_\_ peut être l'élément essentiel pour un magasin ayant une clientèle de quartier. Vendre cet élément revient à vendre le (12) \_\_\_\_\_ tout entier.

## Tester ses connaissances

### 1. Faire le bon choix

Complétez les phrases suivantes en entourant la bonne réponse.

1. Chacun ... au respect de sa vie privée.  
a. peut  
b. a droit  
c. est permis  
d. a la possibilité
2. Est français l'enfant ... l'un des parents au moins est français.  
a. que – b. qui – c. dont – d. où
3. La marque ne peut être contraire ... à l'ordre public ... aux bonnes mœurs.  
a. ni... ni...  
b. soit... soit...  
c. ou... ou...  
d. non seulement... mais aussi
4. Il est poursuivi ... contrefaçon de marque.  
a. en raison de  
b. pour  
c. par  
d. à cause de
5. Le fonds de commerce existe à partir du moment où le commerçant a ... une clientèle.  
a. acquiert  
b. acquéri  
c. acquitté  
d. acquis
6. Quand il a créé cette entreprise, il n'... que 19 ans.  
a. avait  
b. était  
c. avait été  
d. aura eu
8. Le domicile d'une société est, en principe, le ... fixé par les statuts.  
a. bâtiment central  
b. bail commercial  
c. siège social  
d. local professionnel
9. Pierre a pris l'initiative de créer une ... pour venir en aide aux pauvres.  
a. société  
b. administration  
c. association  
d. entreprise
10. Il est couvert de dettes ; tous ses ... le poursuivent en justice.  
a. débiteurs  
b. créanciers  
c. emprunteurs  
d. bénéficiaires
11. Il a été condamné à trois ans de prison ...  
a. en flagrant délit  
b. par la loi pénale  
c. avec sursis  
d. par le tribunal administratif
12. Cette entreprise a triplé son ... d'affaires en un an.  
a. titre  
b. numéro  
c. chiffre  
d. taux
13. ... de cette société montre qu'elle est fortement endettée.  
a. La facture  
b. Le capital  
c. Le résultat  
d. Le bilan



## Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**

### III. Faire des phrases

**A. Réécrivez les phrases en mettant les mots ou expressions suivants dans l'ordre, en commençant par le(s) premier(s) mot(s) proposé(s).**

1. La disparition – causer – aux – graves – créanciers – du fonds – de – préjudices – peut – de commerce.
2. Le fonds de commerce – qui – commerçant – entreprise – est – permettent – au – un ensemble – son – mobiliers – de biens – d'exploiter.
3. Aucun citoyen – son – ne – peut – de – exprimé – acte de naissance – autre – dans – porter – celui – que – nom.
4. Il faut – un certain – créer – accomplir – une entreprise – pour – de – formalités – nombre.
5. Elle a été – pendant quatre heures – à vue – manifeste – placée – pour ivresse – en garde – en pleine rue – et – arrêtée.

## Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français: **ATELIER LINGUISTIQUE**

**B. Composez une phrase en utilisant les mots suivants dans l'ordre donné et en ajoutant les mots manquants. Mettez les verbes donnés ici à l'infinitif à des modes et temps qui conviennent.**

1. D'après le registre – état civil – Gustave Eiffel – naître – Dijon – 1832 – mourir – Paris – 1933.
2. Le commerçant – recevoir – registre du commerce – numéro – permettre – identifier – entreprise.
3. On devient propriétaire – marque – enregistrement – Institut – propriété industrielle.
4. Il – condamner – peine de prison – 2 ans – 1 an avec sursis – amende – 600 €.
5. Abuse – droit de propriété – celui qui – porter préjudice – son voisin – intention – nuire.

## Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français: **Le Passé simple**

- On **emploie le passé simple**, dans un récit écrit, pour rapporter **les actions successives de l'histoire**. Les personnes les plus utilisées sont la 1<sup>re</sup> personne du singulier et les 3<sup>e</sup> personnes du singulier et du pluriel.

- Pour former le passé simple d'un **verbe du 1<sup>er</sup> groupe**, on ajoute au radical les terminaisons **-ai, -as, -a, âmes, -âtes, -èrent**.

Ex. : *Il parla.*

- Pour former le passé simple d'un **verbe du 2<sup>e</sup> groupe**, on ajoute au radical les terminaisons **-is, -is, -it, -îmes, -îtes, -irent**.

Ex. : *Il grandit.*

- Pour former le passé simple d'un **verbe du 3<sup>e</sup> groupe**, on ajoute au radical, souvent modifié :

- les terminaisons **-is, -is, -it, -îmes, -îtes, -irent** ; ex. : *Il fit un tour.*
- les terminaisons **-us, -us, -ut, -ûmes, -ûtes, -urent** ; ex. : *Il voulut.*
- les terminaisons **-ins, -ins, -int, -înmes, -întes, -inrent** ; ex. : *Il vint.*

### Les verbes fondamentaux

#### **Etre**

je **fus**  
tu **fus**  
il/elle/on **fut**  
nous **fûmes**  
vous **fûtes**  
ils/elles **furent**

#### **Avoir**

j'**eus**  
tu **eus**  
il/elle/on **eut**  
nous **eûmes**  
vous **eûtes**  
ils/elles **eurent**

#### **Aller**

je all**ai**  
tu all**as**  
il/elle/on all**a**  
nous all**âmes**  
vous all**âtes**  
ils/elles all**èrent**

## Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français: **Le Passé simple**

### Les verbes en -dre

#### **Tendre**

je tend**is**  
tu tend**is**  
il/elle/on tend**it**  
nous tend**dîmes**  
vous tend**dîtes**  
ils/elles tend**irent**

#### **Atteindre**

j'attei**gnis**  
tu attei**gnis**  
il/elle/on attei**gnit**  
nous attei**gnîmes**  
vous attei**gnîtes**  
ils/elles attei**gnirent**

#### **Résoudre**

je résol**us**  
tu résol**us**  
il/elle/on résol**ut**  
nous résol**ûmes**  
vous résol**ûtes**  
ils/elles résol**urent**

#### **Prendre**

je pri**s**  
tu pri**s**  
il/elle/on pri**t**  
nous pri**îmes**  
vous pri**îtes**  
ils/elles pri**rent**

#### **Coudre**

je cou**sis**  
tu cou**sis**  
il/elle/on cou**sit**  
nous cou**sîmes**  
vous cou**sîtes**  
ils/elles cou**sirent**



## Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français: **Le Passé simple**

### Les verbes en -tre

#### **Mettre**

je **mis**  
tu **mis**  
il/elle/on **mit**  
nous **mîmes**  
vous **mîtes**  
ils/elles **mièrent**

#### **Paraître**

je **parus**  
tu **parus**  
il/elle/on **parut**  
nous **parûmes**  
vous **parûtes**  
ils/elles **parurent**

#### **Naître**

je **naquis**  
tu **naquis**  
il/elle/on **naquit**  
nous **naquîmes**  
vous **naquîtes**  
ils/elles **naquirent**

# Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français: **Le Passé simple**

## Les verbes en -ir, -ire et -re

### **Mentir**

je ment**is**  
tu ment**is**  
il/elle/on ment**it**  
nous ment**îmes**  
vous ment**îtes**  
ils/elles ment**irent**

### **Lire**

je lus  
tu lus  
il/elle/on lut  
nous lû**mes**  
vous lû**tes**  
ils/elles luren**t**

### **Rompre**

je romp**is**  
tu romp**is**  
il/elle/on romp**it**  
nous romp**îmes**  
vous romp**îtes**  
ils/elles romp**irent**

### **Venir**

je v**ins**  
tu v**ins**  
il/elle/on v**int**  
nous v**îmes**  
vous v**îtes**  
ils/elles v**inrent**

### **Dire**

je d**is**  
tu d**is**  
il/elle/on d**it**  
nous d**îmes**  
vous d**îtes**  
ils/elles d**irent**

### **Ecrire**

je écriv**is**  
tu écriv**is**  
il/elle/on écriv**it**  
nous écriv**îmes**  
vous écriv**îtes**  
ils/elles écriv**irent**

## Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français: **Le Passé simple**

### Les principaux verbes irréguliers

#### **Faire**

je **fis**  
tu **fis**  
il/elle/on **fit**  
nous **fîmes**  
vous **fîtes**  
ils/elles **firent**

#### **Vivre**

je **vécus**  
tu **vécus**  
il/elle/on **vécut**  
nous **vécûmes**  
vous **vécûtes**  
ils/elles **vécurent**

#### **Voir**

je **vis**  
tu **vis**  
il/elle/on **vit**  
nous **vîmes**  
vous **vîtes**  
ils/elles **virent**

#### **Recevoir**

je **reçus**  
tu **reçus**  
il/elle/on **reçut**  
nous **reçûmes**  
vous **reçûtes**  
ils/elles **reçurent**

#### **Savoir**

je **sus**  
tu **sus**  
il/elle/on **sut**  
nous **sûmes**  
vous **sûtes**  
ils/elles **surent**

## Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français:

PREMIER MINISTRE  
Secrétariat général du Gouvernement

CONSEIL D'ÉTAT

# G

# uide de légistique

3<sup>e</sup> édition  
mise à jour 2017



## INTRODUCTION

L'objet du présent guide est de présenter l'ensemble des règles, principes et méthodes qui doivent être observés dans la préparation des textes normatifs : lois, ordonnances, décrets, arrêtés.

Il s'agit de faciliter la tâche des rédacteurs aux différentes étapes de leur travail par le rappel des règles et des principes, des conseils pratiques et des exemples ou contre-exemples. Ont été rassemblées, en un instrument unique, les réponses aux questions qu'ils rencontrent le plus souvent, en puisant dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel, dans celle du Conseil d'Etat ainsi que dans les avis de ses formations administratives, dans les circulaires du Premier ministre et dans les usages validés par la pratique.

Dès sa première édition en 2005, ce guide, qui s'est imposé comme « le guide de légistique », est devenu l'ouvrage de référence pour tous ceux qui participent, à un titre ou à un autre, à la préparation des textes normatifs. Fruit d'un travail commun du Conseil d'Etat et du secrétariat général du Gouvernement, il marque leur volonté de doter les administrations d'un outil efficace d'amélioration de la qualité du droit.



# Cours du 24.11.2022- Le langage juridique français: **Légistique**

## 3.3.1. Syntaxe, vocabulaire, sigles et signes

La rédaction d'un projet de texte et des documents qui l'accompagnent (exposé des motifs ou rapport de présentation, étude ou fiche d'impact, notice) doit être claire, sobre et grammaticalement correcte.

### La langue française

Il convient de n'employer que des termes appartenant à la langue française. Le recours à tout terme étranger ou à toute expression étrangère est à prohiber lorsqu'il existe une expression ou un terme équivalent dans la langue française.

Les termes latins doivent, dans les mêmes conditions, être évités, y compris ceux appartenant au langage courant ; il en va ainsi des expressions « *in fine* », « *in situ* », « *a contrario* », « *ex nihilo* », « *de jure* » ou « *cursus* », qui trouvent une traduction aisée en français.

Cette règle n'est toutefois pas sans exceptions, si le terme latin est difficilement traduisible. Par exemple les lois portant amnistie (voir en dernier lieu la loi n° 2002-1062 du 6 août 2002 portant amnistie) comportent habituellement, à côté de l'amnistie « *en raison de la nature de l'infraction ou des circonstances de sa commission* », une amnistie « *en raison du quantum ou de la nature de la peine* » ; de même les termes « *a priori* », ou « *a posteriori* » (sans accent) gardent toute leur place. Il en est également ainsi des mots « *référéndum* » ou « *alinéa* », dont l'accentuation traduit en réalité la complète francisation.

Il y a lieu également d'éviter les anglicismes, tel l'emploi du verbe « *présumer* » pour « *supposer* », « *impacter* » pour « *affecter* », « *générer* » pour « *engendrer* » ou encore ministre « *en charge de* » pour « *chargé de* ».

..... Rédaction des textes

## Temps et mode

En règle générale, les verbes sont à conjuguer au présent de l'indicatif et non au futur. Ce présent a valeur impérative.

### /// EXEMPLE

A propos d'une évaluation qui doit avoir lieu au terme d'une expérimentation, on n'écrit pas « *Il sera procédé à une évaluation* », mais « *Il est procédé...* ».

Il n'y a pas lieu, sous prétexte de renforcer le caractère impératif d'une obligation, de recourir au mot « *doit* » ; le simple présent de l'indicatif du verbe principal suffit.

### /// EXEMPLE

On n'écrit pas « *Les fédérations sportives doivent transmettre cette information aux ligues professionnelles* », mais « *transmettent* ».

Lorsque des dispositions sont insérées dans un code, ce qui est devenu un cas de figure courant, elles doivent revêtir le caractère intemporel de celui-ci. Par suite, on n'écrit pas : « *Il est créé une commission nationale de... chargée de...* », mais « *La commission nationale... est chargée de...* ».



## Féminisation

Les orientations fixées par le Premier ministre en matière de féminisation des noms de métier, fonction, grade ou titre dans la [circulaire du 6 mars 1998](#) doivent être scrupuleusement respectées (« *Il convient de recourir aux appellations féminines pour les noms de métier, de fonction, de grade ou de titre dès lors qu'il s'agit de termes dont le féminin est par ailleurs d'usage courant (...). Je vous invite à diffuser cette pratique dans les services placés sous votre autorité et à l'appliquer dans les textes soumis à votre signature.* »)

L'Institut national de la langue française a édité un guide pour cette féminisation (« *Femme, j'écris ton nom...*, *Guide d'aide à la féminisation des noms de métiers, grades et fonctions* », Doc. française, 1999) ; les rédacteurs des textes s'y référeront avec profit. Les principales règles à respecter, déterminées par l'Institut national de la langue française, sont mentionnées en annexe de la présente fiche.

Il est rappelé que lorsqu'il est fait référence dans les visas et dans l'article d'exécution d'un texte normatif à la responsabilité de tel ou tel ministre, comme rapporteur du texte ou comme chargé de son exécution, il y a lieu, si le ministre en fonction au moment de la signature du texte est une femme, d'écrire « *la ministre* ». Par contre, dans le corps du texte, lorsqu'il est question du ministre, c'est la fonction qui est en cause et non la personne qui l'exerce temporairement, de sorte qu'il y a lieu de recourir au genre masculin, qui a valeur générique.

Les règles de féminisation des textes publiés au *Journal officiel* ont été rappelées par une [circulaire du Premier ministre du 21 novembre 2017](#), qui précise qu'il convient de ne pas faire usage de l'écriture dite inclusive (pratiques rédactionnelles et typographiques visant à substituer à l'emploi du masculin, lorsqu'il est utilisé dans un sens générique, une graphie faisant ressortir l'existence d'une forme féminine).

## RÈGLES DE FÉMINISATION

### Le déterminant

Dans tous les cas, la féminisation implique l'utilisation d'un déterminant féminin, pour les désignations simples comme pour les désignations complexes : la, une, cette... : la députée, une juge, cette agente de change, la fondée de pouvoir...

### Noms se terminant au masculin par une voyelle

Il s'agit de mots non suffixés, comme apprenti, architecte, gendarme, juge, ministre, vétérinaire, ou suffixés/composés (-é, -logue, -iste, etc.).

Noms se terminant par -e

La forme féminine est identique à la forme masculine (forme épïcène) :

### /// EXEMPLE

Une architecte, une cadre, une capitaine, une commissaire, une diplomate, la garde (des sceaux), une gendarme, une géologue, une interne, une juge, une ministre...

### Remarque :

Certains noms ont été féminisés depuis longtemps à l'aide du suffixe -esse : hôtesse, maîtresse, poétesse... Ce suffixe étant aujourd'hui senti comme désuet, voire dévalorisant, on a préféré ne plus y avoir recours.

Seuls les emplois consacrés sont retenus (une hôtesse, une maîtresse d'école) ; les emplois encore partiellement en usage sont toujours admis, à côté des formes épïcènes proposées ou déjà concurrentes dans l'usage : une maire ou maïresse, une maître ou maîtresse (d'hôtel, de conférences, etc.), une poète ou poétesse...

Noms se terminant par -é et -i

Le féminin est formé par adjonction d'un -e à la finale (une attachée, une avouée, une chargée (de cours, d'études, de mission), une députée...).

### Noms se terminant au masculin par une consonne

Noms se terminant par une finale autre que -eur

Le féminin se construit normalement par l'adjonction d'un -e à la finale (une adjointe, une agente, une avocate, une cheminote, une commise, une consule, une consultante, une écrivaine, une générale, une intendante, une lieutenant, une magistrate, une présidente, une sergente, une substitute...) avec les éventuelles modifications grapho-phoniques qui obéissent aux lois morphologiques de la langue : doublement de la dernière consonne (une chirurgienne, une colonelle, une doyen), modification de la dernière consonne (une syndique...) ; ajout d'un accent sur la dernière voyelle (une bâtonnière, une conseillère, une greffière, une huissière, une menuisère, une officière, une préfète, une sommelière...).

### Remarque :

La solution de l'épicène a été retenue pour les quelques rares cas dont la féminisation est sentie comme difficile : une chef, une clerc, un conseil, un témoin. L'adjonction du -e est facultative pour les mots dont le féminin est attesté : une camelot(e), une mannequin(e), un marin(e), un médecin(e).

Noms se terminant par -eur (à l'exception de -teur)

La forme féminine se termine par -euse lorsque le nom correspond à un verbe en rapport sémantique direct (démarcheur/démarcheur) : une annonceuse, une chercheuse, une démarcheuse...

Lorsqu'il n'existe pas de verbe correspondant au nom ou que le verbe n'est pas en rapport sémantique direct – il s'agit, le plus souvent, de noms issus directement du latin – on a le choix entre l'emploi